

Mairie de Combs-la-Ville Esplanade Charles de Gaulle B.P. 116 - 77 385 Combs-la-Ville Cedex Tel.: 01 64 13.16.00

Tel.: 01 64 13.16.00 wwwcombs-la-ville.fr

ARRETE nº 2021 /159 -A

POSE CHAMBRE FRANCE TELECOM PLACE PERE ANDRE JARLAN ENTREPRISE SOGETREL

LE MAIRE,

VU Les articles L.2131-1, L. 2213-1, L. 2213-2, L.2213-3, L.2211-1

du Code général des collectivités territoriales,

VU La loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée par la loi 82-623 du 22

juillet 1982 relative aux libertés des communes,

VU Le Code de la Route et notamment ses articles, L325-1et suivants,

R 411-2, R411-25, R411-26, R411-28 et R414-14, R417-1 à

R417-13

VU L'instruction interministérielle sur la signalisation routière

approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié,

VU Le Code Pénal et notamment son article R 610-5,

VU L'arrêté municipal 2016/385A relatif au stationnement abusif,

CONSIDERANT Qu'il importe de réglementer le stationnement et la circulation afin

d'assurer la sécurité publique pendant les travaux de pose de chambre France Télécom et dalle béton effectués par l'entreprise

SOGETREL – 35 Boulevard Courcerin – 77185 LOGNES

ARRETE

ARTICLE 1: Du lundi 20 juin au mercredi 27 juillet 2022, l'entreprise

SOGETREL sera autorisée à occuper la voie publique :

- place Père André Jarlan

ARTICLE 2: Pour permettre l'exécution des travaux, ceux-ci se feront par

rétrécissement de chaussée ou par alternat manuel (piquet K10).

Les piétons seront renvoyés sur le trottoir opposé au chantier.

La signalisation temporaire devra être conforme au manuel du chef de chantier voirie urbaine volume 3 suivant les schémas 3.04 – 4.02

- 4.05.

ARTICLE 3:

Les véhicules en infraction seront verbalisés conformément aux textes en vigueur et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière aux frais de leur propriétaire.

ARTICLE 4:

La signalisation temporaire sera mise en place par l'entreprise susvisée.

Afin d'assurer la protection des piétons, il y aura lieu de laisser un cheminement libre de 1.20m minimum de large, jalonné de barrières métalliques.

Celui-ci devra être accessible aux personnes à mobilité réduite. L'installation d'une rampe d'accès sera obligatoire en présence de quelque obstacle qui soit.

ARTICLE 5:

L'entreprise susvisée devra prendre des précautions pour éviter, dans toute la mesure du possible de salir les abords du chantier en cause ainsi que les chaussées empruntées éventuellement par ses transports de terre ou de matériaux. Les véhicules devront être chargés correctement pour ne pas perdre en cours de route une partie de leur contenu. L'entreprise procédera à des nettoyages périodiques, voire journaliers, des abords et chaussées intéressés.

ARTICLE 6:

Monsieur le Commissaire central de la Circonscription d'Agglomération de Melun Val de Seine,

Monsieur le Chef de Service de Police Municipale,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

ARTICLE 7:

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8:

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès du Maire de Combs-la-Ville.

Fait à Combs-la-Ville, le 17 juin Coll

Le Maire Guy GEOFFROY